



# MOBILISONS-NOUS POUR DÉFENDRE LA VOIE PROFESSIONNELLE

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE



## UN ENJEU DE CLASSE ET DE SOCIÉTÉ

La voie professionnelle sous statut scolaire concerne 37% des élèves. Le LP concentre **fortement des populations d'origine populaire**, 57 % des élèves sont d'une « origine sociale défavorisée ». Par conséquent, **cette réforme va surtout impacter les jeunes issus des milieux populaires**. Des questions brûlantes se posent dans la voie professionnelle : reproduction sociale, filières genrées, poids des origines géographiques, finalité de la formation, reconnaissance des diplômes. La réforme Macron va amplifier ces problématiques.

## UN PROJET RÉACTIONNAIRE

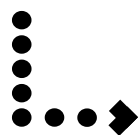
Après 1945, s'impose l'âge d'or de l'apprentissage des métiers à l'École qui remet en cause la vision utilitariste qui prévalait depuis le début du XX°. Ce succès est le produit d'un rapport de force favorable au monde du travail contre le monde du capital. L'ambition humaniste : **« former l'homme, le travailleur et le citoyen » est affirmée.**

Le libéralisme des années 1980 a attaqué cette vision émancipatrice. L'effondrement de pans entiers de l'industrie, l'invisibilité croissante des classes populaires, l'abandon des ambitions d'éducation populaire et l'essor du chômage feront le reste : accusé, à l'instar de l'ensemble du système scolaire, de fabriquer des chômeur-euses, l'enseignement professionnel sera sommé d'accroître ses liens avec le monde économique. Les vertus formatrices de l'entreprise sont alors présentées comme novatrices et les stages en entreprise sont alors systématisés. On parle de

COMPÉTENCES  
ALTERNANCE  
EMPLOYABILITÉ

moins en moins d'éducation et de plus en plus de formation, le diplôme dans sa fonction sociale est attaqué, avec toujours l'idée que le problème vient de la formation et non du chômage de masse ! Depuis la stratégie de Lisbonne en 2000, le système éducatif doit s'adapter aux besoins du patronat pour créer une main-d'œuvre bon marché et précaire comme un élément de la compétitivité mondiale dans le cadre

d'un marché du travail européen dérégulé. Le bac pro 3 ans et la « TVP » ont contribué à disqualifier les formations professionnelles initiales. **La réforme Macron qui vise à livrer la jeunesse des classes populaires et les lycées professionnels aux entreprises s'inscrit dans cette continuité. Il s'agit bien de livrer, à moindre coût, la jeunesse issue des classes populaires aux entreprises!**



MAIS POUR QUOI FAIRE



Pour l'avenir  
des élèves de la voie pro  
**NON À LA CASSE  
DES LYCÉES PROS**



« DE L'ÊTRE HUMAIN, DU CITOYEN ET DU TRAVAILLEUR, IL NE RESTERA PLUS ALORS QUE CE DERNIER. AU MIEUX, UNE COMPÉTENCE EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE ; AU PIRE, UNE FORCE PHYSIQUE BRUTE AJUSTÉE PROVISOIREMENT À DES POSTES DE TRAVAIL, EXPLOITABLE ET CORVÉABLE À MERCI » Gilles Moreau



## LIVRER LA JEUNESSE AU MARCHÉ DE L'EMPLOI ...

Les occurrences de mots dans le dossier de presse de présentation de la réforme sont édifiantes : emploi (x47), entreprise (x44), stage (x33), insertion (x22), égalité des chances (x3), culture (x1). **La réforme Macron a bien pour seule boussole l'employabilité immédiate au détriment des autres missions** (éducation, ouverture culturelle, culture professionnelle, citoyenneté...).



**INSÉRER À TOUT PRIX ? QUEL SALAIRE ? QUELLES CONDITIONS DE TRAVAIL ?**

## CARTE DES FORMATIONS : ADEQUATIONNISME RADICAL ET PLAN SOCIAL !

**L'évolution de la carte des formations risque fort de se faire dans la douleur. Les formations tertiaires sont particulièrement visées comme non-insérantes et risquent pour une bonne majorité d'entre elles de fermer d'ici 2026.**

Les conséquences de ces fermetures seront lourdes : des reconversions forcées de PLP, l'emploi de non titulaires comme variable d'ajustement, un choix de formation tertiaire plus restreint pour les élèves... Les ouvertures envisagées devront répondre aux besoins locaux en main d'œuvre des entreprises ou dans des métiers en tension qui peinent à recruter étant donné les conditions de travail difficiles et les salaires relativement faibles... **Renforcer la présence de l'entreprise revient comme un leitmotiv.**

Le BDE en est le parfait exemple avec un recrutement de personnes issues du monde économique et un financement reposant sur un montage de moyens non spécifiquement dédiés. Ce BDE devra tenir compte de tous les publics : scolaires, apprenti·es, adultes. Son rôle sera de développer et faire vivre la relation école entreprise en contribuant en outre à l'évolution de la carte des formations de l'établissement : fermeture ou réduction des capacités d'accueil, ouverture de FCIL... Il travaillera en étroite collaboration avec *France Travail* dans l'accompagnement à l'insertion professionnelle et en installant un réseau d'anciens élèves.

**NON À LA RÉFORME MACRON**

**NON AU PLAN SOCIAL DANS LES LP !**

**DES EMBAUCHES  
DES TITULARISATIONS !**



## LE FAUX-SEMBLANT DE LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

Au prétexte que 13% des élèves sont décrocheur·euses en LP (contre 30% de taux de rupture pour l'apprentissage), le problème est mis en avant pour justifier la réforme et le pacte, mais sans réelles mesures efficaces pour réduire le décrochage en amont (création de postes de CPE, réduction des effectifs...).

**CRÉATION DE 20 000 PLACES EN BAC + 1 NON QUALifiantES : CERTIFICAT DE SPÉCIALISATION (EX MC)**

## LES GRANDES MESURES DE LA RÉFORME

- ✘ Mise en place de **groupes à effectifs réduits** en maths et français en 1<sup>ère</sup> CAP et 2<sup>de</sup> Bac pro sur les heures existantes. Cela se fera uniquement si des collègues acceptent le *Pacte*, créant des inégalités entre élèves.
- ✘ **Dispositif « Tous droits ouverts »** : les « décrocheur·euses » sont envoyé·es vers « des structures d'accompagnement, d'insertion et de formation, tout en conservant leur statut d'élève ». Il s'agit bien de sortir les élèves du système scolaire.
- ✘ **Dispositif « Ambition emploi »** : les jeunes sans solution conservent le statut scolaire 4 mois, à charge dans le cadre du *Pacte* de les insérer!
- ✘ Le « **Mentorat** » est mis en place avec « des partenariats avec les principales associations dédiées à l'accompagnement des jeunes », notamment les entreprises.
- ✘ **Parcours de consolidation pour aider les bacheliers pro en difficulté en 1<sup>ère</sup> année de BTS** alors que les heures disciplinaires n'ont cessé de diminuer.

## DÉRÉGULER L'ANNÉE DE TERMINALE BAC PRO EN 2024

Dans le LGT, on voit l'impact catastrophique du passage anticipé des épreuves de spécialités, d'ailleurs elles viennent d'être décalées en juin. C'est ubuesque de voir arriver cette mesure dans un projet présenté comme luttant contre le décrochage. Pour les élèves c'est une nouvelle baisse de temps de formation professionnelle et générale en lycée. De plus, la gratification des stages risque de dissuader les élèves de s'engager vers les poursuites d'études.



ANNUALISATION DU  
SERVICE DES  
ENSEIGNANT-ES

POUR LES ÉLÈVES  
GRATIFICATION DES PFMP  
FINANCÉE PAR L'ÉTAT



### LES GRANDES MESURES DE LA RÉFORME

- ✗ Passage de certaines épreuves plus tôt dans l'année scolaire
- ✗ Accompagnement personnalisé pour mieux comprendre le marché du travail, les attentes des employeur·euses et connaître les outils et services à sa disposition
- ✗ Individualisation du parcours :
  - pour ceux·celles qui envisagent une insertion dans l'emploi dès l'obtention du diplôme : **la durée des stages sera augmentée de plus de 50% ; le dernier stage de l'année ayant vocation à favoriser une insertion directe dans l'emploi (Dispositif Avenir pro généralisé);**
  - pour ceux·celles qui souhaitent poursuivre leurs études après le diplôme : ils suivront 4 semaines de cours intensifs d'enseignements généraux et professionnels.

## L'ENTREPRISE COMME LIEU DE FORMATION ?

Le fond idéologique est toujours le même : **l'entreprise ferait mieux que l'École pour former et insérer**. Or, avec la baisse des redoublements, les lycéen·nes de LP sont plus jeunes qu'avant (en 2021 68 % des secondes professionnelles avaient 15 ans ou moins, contre 25% en 2005, selon la Depp). La ministre Grandjean a été régulièrement interpellée sur la qualité et la dangerosité des PFMP. Pour le moment, sa seule réponse consiste à dire que les entreprises seront labellisées et que la création d'un bureau des entreprises réglera le problème.

POUR LES PLP PRO  
OBLIGATION DE SE  
FORMER TOUS LES 3 ANS  
DANS LES ENTREPRISES

## DES PFMP DE QUALITÉ POUR TOUS ET TOUTES ?

- ✗ DIFFICILES À TROUVER ET DISCRIMINATOIRES
- ✗ DÉPENDANTES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE
- ✗ ENCADREMENT PARFOIS DÉFAILLANT
- ✗ RÉPÉTITION DES TÂCHES

## DANGEROUSITÉ DE L'ENTREPRISE

- ✗ ACCIDENTS DU TRAVAIL
- ✗ EXPOSITION AUX RISQUES
- ✗ VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES





## LE PACTE ... BRAS ARMÉ DE LA RÉFORME

Sans le *Pacte* et toutes ses missions éligibles, la réforme Macron de la voie professionnelle ne peut s'appliquer. C'est aussi un levier pour attaquer les statuts.

Concrètement, le *Pacte* c'est...

- ✗ pour les PLP, CPE et PSYEN volontaires, titulaires ou non
- ✗ une mise en place sous l'autorité du ou de la chef-fe d'établissement jusqu'à 6 missions supplémentaires à choisir parmi : *Remplacement de Courte Durée (prioritaire)/Prise en charge d'élèves (24h)/Participation aux missions d'innovation pédagogique (Annuel-forfaitaire )/Missions d'accompagnement et d'orientation des élèves (Annuel-forfaitaire)* . Le Pacte PLP est sécable...
- ✗ une rémunération indemnitaire de 1250€/mission versée sur 9 mois via la part fonctionnelle de l'ISOE
- ✗ une lettre de mission contractuelle avec un contrôle strict des missions effectuées (possibilité de trop perçu)

Explosion des ORS (annualisation et augmentation du temps de travail )

Développement des contrats de mission sous-payés

Hierarchies intermédiaires et caporalisation au détriment des collectifs de travail.



Concurrence entre collègues et inégalités salariales femmes/hommes renforcées

Individualisation de la rémunération

Négation du temps de travail didactique et pédagogique

## LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME MACRON



- DES LP AU SERVICE DU MONDE ÉCONOMIQUE ET DES ENTREPRISES LOCALES
- DES FORMATIONS FERMÉES ; UN PLAN DE RECONVERSIONS FORCÉES; DES PERTES DE POSTES
- UNE ATTAQUE SUR LE STATUT AVEC REMISE EN CAUSE DES ORS
- RÉDUCTION DU TEMPS DE FORMATION GÉNÉRALE ET PROFESSIONNELLE
- UNE ATTAQUE CONTRE LE PROJET ÉMANCIPATEUR DU LP
- UN RAPPROCHEMENT DU STATUT DE L'ÉLÈVE AVEC CELUI DE « SALARIÉ·E » LOW-COST
- UN DÉVELOPPEMENT DU MIXAGE DES PUBLICS

## TOU-TES ENSEMBLE, EXIGEONS...



ABROGATION DE PARCOURSUP , DE LA TVP ET DE LA RÉFORME MACRON;



UNE REVALORISATION SALARIALE SANS CONTREPARTIE



UN PROJET ÉMANCIPATEUR POUR LES ÉLÈVES

CGT Educ'action

263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

www.cgteduc.fr

0155827655 • unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt\_educ



@cgteducation